Art. 2 — Dans le cadre des grandes options faites par le gouvernement et en liaison avec les différents départements chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution technique, la direction générale du plan et du développement est chargée par délégation permanente du secrétaire d'Etat au plan :

- de la préparation du plan national de développement économique et social
- de la recherche et de la coordination de tous les moyens nécessaires à sa mise en œuvre
- du contrôle de son exécution
- de l'évaluation de ses résultats
- et plus généralement de toute activité concourante à la réalisation de la politique de développement.

Art. 3 — Les attributions des services anciennement dénommés :

- services des études, de la coordination et du contrôle de l'exécution du plan
- service de la planification de l'emploi et de la formation des cadres
- service du financement des programmes sont dévolues à la direction générale du plan et du développement.

Art. 4 — La direction générale du plan et du développement comprend les services ci-après :

- Le service de la planification du développement
- Le service du financement et du contrôle de l'exécution du plan
- Le centre de documentation technique.

Art. 5 — La direction générale du plan et du développement est représentée au niveau de chaque région économique par un bureau régional du plan et du développement chargé de la coordination des actions de développement.

Art. 6 — Le directeur général est nommé par décret. Le directeur général-adjoint et les directeurs sont nommés par arrêté du secrétaire d'Etat au plan.

Art. 8 — La direction de la planification du développement comprend les divisions ci-après :

- la division du développement rural
- la division du développement industriel, artisanal et commercial
- la division du développement social
- la division des infrastructures de communications et des équipements urbains et touristiques
- la division de la planification de l'emploi et de l'assistance technique
- la division de l'organisation administrative du développement.

Art. 9 — Les divisions sont chargées, chacune dans son secteur spécifique et en étroit rapport avec les services techniques compétents, de concevoir, initier, promouvoir, suivre et faire aboutir les projets et programmes de développement. A cet effet, elles assureront la coordination et le contrôle de toutes les tâches administratives et techniques nécessaires.

Art. 10 — Les attributions spécifiques des divisions seront précisées ultérieurement par arrêté du secrétaire d'Etat à la Présidence chargé du commerce, de l'industrie et du plan.

Art. 11 — Les chefs de division sont nommés par arrêté du secrétaire d'Etat au plan, sur proposition du directeur général du plan et du développement.

Art. 12 — Le service du financement et du contrôle de l'exécution du plan assure :

- la recherche, la coordination, la gestion et le contrôle de l'emploi des financements intérieurs et extérieurs concourant au développement économique et social du Togo.
- le contrôle de l'exécution matérielle de tous les programmes de développement.

Art. 13 — Le chef de service du financement et du contrôle de l'exécution du plan qui est ordonnateur-délégué des crédits de développement est nommé par arrêté du secrétaire d'Etat à la Présidence chargé du plan.

Art. 14 — Le service du financement et du contrôle de l'exécution du plan comprend :

- la division de la coordination, de la synthèse et du contrôle
- la division de la gestion financière.

Art. 15 — La division de la coordination, de la synthèse et du contrôle est chargée :

- de la recherche et de la coordination du financement, du développement
- de la coordination de l'action de l'ensemble des organismes de développement internes et externes
- du contrôle de l'exécution financière et matérielle du plan.

Art. 16 — La division de la gestion financière est chargée :

- de la gestion des crédits de développement
- de la comptabilité générale du financement du développement.

Art. 17 — Le centre de documentation technique est chargé d'inventorier, de classer, de répertorier et de conserver tous documents relatifs au développement en général, au développement et la vie économique du Togo en particulier.

Il coordonne les efforts des services publics en matière documentaire. Il est ouvert à l'usage de tous les services publics, et aux personnes privées qui en formulent la demande.

Il informe ses utilisateurs par l'intermédiaire d'un bulletin périodique, de la publication de nouvelles études, et par la sélection d'articles de presse.

Les modalités pratiques de son fonctionnement seront précisées par un texte ultérieur.

Art. 18 — En vue d'assurer une coordination des travaux exécutés au niveau des directions et des bureaux régionaux, il est créé un conseil des études composé comme suit :

- le directeur général du plan et du développement (Président)
- le directeur général-adjoint
- les chefs de service
- les chefs de divisions et leurs adjoints
- les chefs des bureaux régionaux du plan
- les conseillers techniques.

Le conseil des études se réunit au moins une fois par mois, et chaque fois que son président le juge nécessaire. Il examine toutes les affaires relatives à la bonne marche des programmes de développement. Il est habilité à faire toutes propositions ou suggestions au secrétaire d'Etat au plan.

Art. 19 — Le secrétaire d'Etat au plan est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise et partout où besoin sera.

Lomé, le 7 juillet 1972

Général Etienne Eyadéma

DECRET N° 72-159 du 7-7-72 portant création des directions des services du ministère de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu le décret n° 72-20 du 21 janvier 1972 fixant la composition du gouvernement ;
Sur proposition du ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique ;
Le conseil des ministres entendu.

Repris = D. 72-167

D E C R E T E :

Article premier — Il est créé au ministère de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique, outre le cabinet un bureau du budget et du personnel et les directions suivantes :

- La direction de la jeunesse
- La direction des sports
- La direction de la culture
- La direction de l'institut national de la recherche scientifique.

Art. 2 — La direction de la jeunesse est chargée de l'organisation, de l'animation et de l'épanouissement de la jeunesse afin de l'amener à prendre une part active aux plans de développement économique, social et culturel de la Nation togolaise.

La direction des sports qui comprend une division des sports civils et une division des sports scolaires et universitaires, est chargée de l'organisation, du développement et du contrôle des sports civils, scolaires et universitaires dans toutes les disciplines sportives notamment en foot-ball, en basket-ball, en volley-ball, en hand-ball, en boxe, en athlétisme, en cyclisme, en tennis (Lawn tennis et tennis de table), en natation, en éducation physique dans les établissements scolaires et universitaires etc...

La direction de la culture est chargée de tous les problèmes de la culture notamment dans les domaines des arts scéniques (danses et chants folkloriques) et de la musique des arts plastiques de l'artisanat, des musées, des langues nationales et la littérature, des religions et des coutumes etc...

La direction de l'institut national de la recherche scientifique est chargée de la recherche notamment dans les domaines économique, social, culturel afférents à toutes les disciplines scientifiques.

Le bureau du budget et du personnel rattaché au cabinet ministériel, est chargé de l'élaboration et de la gestion du budget du ministère notamment en ce qui concerne les crédits d'investissements, de subventions de bourses etc...

Il est chargé également de la gestion du personnel par la mise en place des dossiers des renseignements sur chaque agent relevant du ministère.

Art. 3 — Le directeur de la jeunesse, le directeur des sports, le directeur de la culture et le directeur de l'institut national de la recherche scientifique, sont nommés par décret pris en conseil des ministres.

Le chef de bureau du budget et du personnel est nommé par arrêté ministériel.

Art. 4 — Un texte d'application définira la structure interne des différentes directions et du bureau du budget et du personnel.

Art. 5 — Le décret n° 65-48 du 18 mars 1965 relatif à l'organisation de la recherche scientifique et le décret n° 67-121 du 30 mai 1967 portant création du haut-commissariat à la jeunesse, aux sports et à la culture, dont les dispositions sont contraires à celles du présent décret, sont abrogés.

Art. 6 — Le ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 7 juillet 1972

Général Etienne Eyadéma

DECRET N° 72-160 du 7-7-72 portant organisation du dépôt légal.

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 1, 15 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;
Vu le décret du 29 décembre 1922 rendant applicable au Togo la loi du 29 juillet 1881 et les lois qui l'ont modifiée ;
Vu l'arrêté n° 595-CAB du 5 août 1946 promulguant au Togo le décret du 17 juillet 1946 fixant les conditions du dépôt légal ;

Sur proposition conjointe du ministre de l'intérieur, du ministre de l'information et du secrétaire d'Etat à la Présidence chargé du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Sont obligatoirement soumis à la formalité du dépôt légal les imprimés de toute nature (livres, périodiques, brochures, estampes, gravures, cartes postales illustrées, affiches, cartes de géographie et autres), ainsi que les œuvres musicales, photographiques et cinématographiques.

Cette obligation est imposée selon les modalités ci-après quelle que soit la forme de production ou de diffusion de ces œuvres ou imprimés, qu'il s'agisse de mise en vente au public, de distribution, de location ou de cession en vue de la reproduction.

Art. 2 — Sont exclus du dépôt :

— les travaux d'impression dits de ville, tels que lettres et cartes d'invitation, d'avis, d'adresse, de visite, etc...

— lettres et enveloppes à en-tête ;

— les travaux d'impression dits administratifs, tels que modèles, fromûles et contextures pour factures, actes, états, registres, etc...

— les travaux d'impression dits de commerce, tels que tarifs, instructions, étiquettes, cartes d'échantillons, etc...

— les bulletins de vote ; ainsi que les titres de publications non encore imprimés ;

— les titres de valeurs financières.

Art. 3 — Il est créé à cet effet à Lomé un service du dépôt légal qui est chargé de recevoir et conserver ces imprimés et œuvres, d'accuser réception des dépôts effectués d'en établir le classement et d'en ventiler les exemplaires destinés à d'autres organismes.

Le service du dépôt légal est rattaché au ministère de l'intérieur. Son organisation est définie par arrêté.

Art. 4 — Le chef du service du dépôt légal est nommé par arrêté du ministre de l'intérieur.

Le dépôt légal défini et réglementé par le présent décret laisse subsister la réglementation spéciale inscrite par l'article 10 de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 prévoyant le dépôt auprès des autorités administratives ou judiciaires de certaines catégories d'imprimés.

Art. 5 — Toute œuvre des arts graphiques entrant dans l'énumération prévue à l'article 1^{er} du présent décret devra faire l'objet de dépôt effectués en deux exemplaires par l'imprimeur ou producteur et en deux exemplaires pour l'éditeur.

Par dérogation aux dispositions du paragraphe précédent, certaines catégories d'imprimés (études techniques) sont soumises par arrêté à une réglementation particulière.

Tous travaux d'impression ou d'édition soumis à l'application des dispositions du présent décret doivent être inscrits sur des registres spéciaux. Chaque inscription est affectée d'un numéro d'ordre suivant une série ininterrompue.

Art. 6 — Sur tous les exemplaires d'une même œuvre soumis au dépôt légal doivent figurer les mentions suivantes :

1 — Nom de l'imprimeur ou producteur ;

2 — Lieu de sa résidence ;

3 — Mois et millésime de l'année de création ou d'édition ;

4 — Les mots « dépôt légal », suivis de l'indication de l'année ou du trimestre au cours duquel le dépôt a été effectué ;

5 — Numéro d'ordre dans la série des travaux de la maison d'impression et de la maison d'édition visée à l'article 5 du présent décret.

Pour les auteurs éditant eux-mêmes, ce numéro sera remplacé par le nom de l'auteur suivi du mot « éditeur ».